

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales
Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales
Band: 25 (1967)
Heft: 2

Artikel: Le Pakistan : pays surpeuplé en voie de développement
Autor: Stoudmann, René
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-136198>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le Pakistan — pays surpeuplé, en voie de développement¹

René Stoudmann
Ambassadeur de Suisse au Pakistan, Karachi

Introduction

Avant d'entrer dans le vif de mon sujet et pour me conformer aux usages, je me dois de déclarer que mes vues et opinions sur le Pakistan me sont strictement personnelles et n'engagent par conséquent que moi.

I

Importante partie du sous-continent indien, né du démembrement de l'ancien Empire des Indes, le Pakistan est la conséquence de la Partition du 15 août 1947 qui vit naître en même temps l'Union indienne.

D'après certains étymologistes, le mot Pakistan signifie « Pays des Purs ». Selon d'autres — mais cela semble beaucoup plus discutable — le mot Pakistan serait le résultat de la contraction des initiales des anciennes provinces de l'Empire à prédominance musulmane: Penjab, Afghan, Frontier, Kashmir (Iran), Sind, ainsi que les trois dernières lettres du Béloutchistan.

Il est difficile de parler du Pakistan et de sa constitution en Etat indépendant sans au moins évoquer les Grands Mogols, qui furent pendant trois siècles le symbole de la stabilité politique et culturelle musulmane dans la vaste péninsule, mais dont la désintégration, au début du XVIII^e siècle, fut rapide et suivie d'une période d'anarchie qui permit à la Compagnie des Indes orientales de bâtir un empire, gouverné du dehors.

La dernière tentative des Musulmans de reprendre le pouvoir eut lieu en 1857, mais ce soulèvement conduisit la minorité musulmane à la ruine politique et économique. L'Empire indo-britannique devint rapidement une puissance solidement organisée qui rechercha la coopération de la communauté majoritaire du sous-continent — des Hindous — pour assurer le bon fonctionnement de son administration. A la tête du soulèvement de 1857, les Musulmans furent donc laissés de côté.

Ils réagirent tout d'abord par une attitude négative, en se tenant à l'écart et en boycottant les Britanniques. Cette décision ne fut pas très heureuse, car ils se trouvèrent ainsi réduits à un statut politique et économique inférieur à celui des Hindous.

¹ Conférence donnée en septembre 1966 devant la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie, Lausanne.

Petit à petit, ils comprirent néanmoins qu'une attitude purement négative ne pouvait nullement servir leurs intérêts et qu'il était nécessaire d'apprendre des actuels gouvernements ce qui faisait leur force. Les leaders musulmans d'alors s'employèrent donc à rendre populaire chez leurs coreligionnaires l'éducation conçue selon des méthodes modernes et à donner à la jeunesse un enseignement qui lui permette de prendre efficacement part à la vie politique et économique du pays. Ils firent d'abord des efforts sincères pour établir des relations cordiales entre les diverses communautés de l'Inde. Mais, plus ils observaient l'évolution de l'opinion politique de l'Empire indo-britannique, plus ils se rendaient compte de la différence qui existait entre les civilisations musulmane et hindoue. Ils en arrivèrent à affirmer que les Hindous et les Musulmans constituaient deux nations distinctes ayant des intérêts politiques, économiques et culturels séparés et souvent divergents. Au début de ce siècle, les Musulmans commencèrent à comprendre qu'il était nécessaire de créer une organisation politique capable de sauvegarder les intérêts de leur collectivité. Les chefs musulmans dirigèrent tous leurs efforts en vue du rassemblement des Musulmans derrière un programme politique et la première association musulmane fut créée en 1901.

Entre-temps, les événements se succédaient rapidement. Prenant conscience du mécontentement qui régnait parmi les Musulmans et afin de réparer les torts qui leur avaient été causés, le gouvernement britannique décida, en juillet 1905, de partager le Bengale. Si ce fut le premier geste en faveur des Musulmans, il fut toutefois de courte durée. En 1911, la mesure était déjà rapportée. Des sentiments d'animosité ne tardèrent pas à se développer entre les deux communautés. Les Musulmans qui s'étaient jusqu'alors tenus à l'écart de la politique active décidèrent d'agir et, en 1906, demandèrent une représentation adéquate dans l'administration du pays et la reconnaissance de leurs revendications en tant que groupement national distinct. Ainsi, lentement, le terrain se préparait à une action politique plus étendue. C'est au cours d'une réunion des leaders musulmans à Dacca, à fin 1906, que furent posés les fondements de la « Ligue musulmane indienne ». Son principal objet était de protéger et de promouvoir les droits politiques des Musulmans.

La constitution de la Ligue musulmane à Dacca fut accélérée du fait des émeutes opposant Hindous et Musulmans qui éclatèrent à la suite de la division du Bengale; elle marque la prise de conscience de la réalité politique par les Musulmans.

Mais la première guerre mondiale survint et les deux grandes organisations représentant le pays: le Congrès (parti de la majorité hindoue) et la Ligue musulmane réussirent — fait exceptionnel dans l'histoire de l'Empire indo-britannique — à se mettre d'accord sur l'établissement d'un plan de réformes détaillées en vue de l'obtention d'un gouvernement autonome. Toutefois, la guerre terminée, l'agitation reprit de plus belle et le Congrès lança, sous la direction du Mahatma Gandhi, le mouvement de non-coopération contre les Britanniques, tandis que le mouvement Caliphate devenait le refuge des masses musulmanes. C'est précisément à cette époque que le poète-politicien Maulana Hasrat Mohani proposa pour l'Inde la « complète indépendance » et que M. Ali Jinnah se rallia à l'idée d'une lutte constitutionnelle et devint plus tard le leader politique des Musulmans et, finalement, le fondateur du Pakistan.

Faute de pouvoir s'entendre avec le Congrès, la Ligue musulmane devait par la suite, grâce à l'activité éclairée de Jinnah, mettre sur pied un programme révolutionnaire qui ne tendait rien moins qu'à obtenir l'indépendance totale des Musulmans. Née en fait vers 1930 déjà, alors que la Ligue musulmane était présidée par le grand poète Mohammad Iqbal, l'idée de la constitution d'un Etat musulman fit vite des progrès et la proposition d'Iqbal fut solennellement votée en 1940 à une session dès lors historique de la Ligue musulmane à Lahore.

Après plusieurs péripéties survenues au cours de la Deuxième Guerre mondiale, période pendant laquelle les Britanniques qui comptaient sur l'appui des Indes auraient été prêts à certaines concessions qui échouèrent cependant en raison de l'attitude du Congrès vis-à-vis de la Ligue, celle-ci réclama de plus en plus belle la création du Pakistan.

Dans une lettre adressée au Mahatma Gandhi le 17 septembre 1944, Ali Jinnah s'exprimait dans les termes suivants :

« Nous prétendons que les Musulmans et les Hindous constituent deux nations selon tous les critères servant à définir une nation. Nous sommes une nation de 100 millions d'âmes, dotée d'une culture et d'une civilisation distinctes, possédant un langage et une littérature, un art et une architecture, des lois et un code moral, des coutumes, une histoire, des traditions, des aptitudes et des ambitions qui lui sont propres : bref, nous avons une conception distincte de la vie. Selon tous les canons du droit international, nous sommes une nation. »

Ali Jinnah vit heureusement le couronnement de son œuvre, puisqu'il décéda en 1948 à l'âge de soixante-dix ans, soit un an après l'accession de son pays à l'indépendance que les Britanniques brusquèrent soudainement.

Sans qu'ils soient préparés et en l'absence de moyens adéquats et dans les conditions les plus difficiles, Jinnah et ses partisans furent en effet mis soudainement dans l'obligation de transformer en réalité l'idée que le poète Mohammad Iqbal n'avait lancée que quinze ans plus tôt au Congrès de la Ligue islamique.

Le 15 août 1947, l'avenir du Pakistan n'apparaissait donc pas sous un jour particulièrement favorable : ni tradition territoriale, ni tradition historique ; aucune langue commune. Un seul lien ; la religion musulmane. Le Pakistan n'était donc alors guère plus qu'une idéologie et l'espoir de quelque 80 millions de Musulmans qui ne voulaient pas d'une existence dans un Etat dominé par les Hindous.

La religion peut certes constituer un lien solide, mais elle demeure malheureusement impuissante devant certains impératifs économiques. Or, le Pakistan était à sa création un pays économiquement déséquilibré, ses frontières ayant été tracées en dehors de toute considération économique, géographique et même historique.

Devenu une réalité, le Pakistan eut aussitôt à faire face à de graves problèmes. Ce fut tout d'abord celui des réfugiés puisque la Partition n'avait résolu que partiellement le problème religieux. Dans les frontières de 1947, le recensement montrait l'existence de 43 millions de Musulmans à l'intérieur des limites de l'Inde et 19 millions de non-Musulmans dans celles du Pakistan. Aussi, dès avant le partage définitif, des masses de réfugiés quittèrent-elles leurs lieux d'origine et leurs moyens d'existence

pour celui des deux nouveaux Etats où elles pourraient pratiquer leur religion dans le calme et la sérénité. Ces départs s'amplifièrent avec la Partition au milieu de massacres et de troubles et dans des conditions matérielles très dures. A la suite de nouveaux troubles au Bengale en 1950, un nouvel afflux de réfugiés franchit les frontières. Actuellement encore, des groupes de Musulmans gagnent le Pakistan.

La Grande-Bretagne a traité longtemps son Empire des Indes en colonie de consommation, qui devait fournir à la métropole des matières premières et absorber les produits manufacturés fabriqués dans les usines anglaises. Jusqu'à la guerre de 1914-1918 et à l'exception d'usines textiles de coton, les Indes n'avaient à peu près pas d'industries véritables. Elles importaient des produits anglais. C'est seulement avec la coupure des relations entre la Grande-Bretagne et les Indes pendant la Première Guerre mondiale que l'industrie se développe un peu pour pallier le manque de produits précédemment importés, pour utiliser les matières premières existantes et aider l'effort de guerre britannique. En 1947, l'industrie était loin d'être en rapport avec l'importance numérique de la population. Elle restait faible. De plus, s'étant développée surtout dans et autour des grandes villes devenues indiennes, telles Bombay et Calcutta, et dans les régions produisant du charbon, le Pakistan s'est par conséquent trouvé presque dépourvu d'usines.

En fait, le Pakistan n'a hérité de la Grande-Bretagne, d'une part, que les grands travaux hydrauliques que les Anglais avaient multipliés afin de développer l'irrigation et, par-là, augmenter la production agricole en vue de mettre un terme aux famines périodiques qui faisaient des hécatombes de victimes; d'autre part, que d'un réseau ferroviaire formé de deux systèmes séparés par l'Union indienne et groupant des lignes à voie normale et des lignes à écartement réduit, ce qui complique le trafic et en réduit le rendement.

La Partition eut aussi des conséquences très dures pour l'industrie pakistanaise. Elle avait laissé au Pakistan environ 20 % de la population totale des Indes et 10 % environ des branches d'industries. Les usines demeurées en territoire pakistanaise furent coupées de leurs sources d'approvisionnement en matières premières et en combustibles; elles se sont trouvées sans énergie électrique pour fonctionner et sans matériaux à l'exception du jute, cultivé en grandes quantités au Pakistan oriental dont les filatures étaient malheureusement toutes restées acquises à l'Inde.

Au moment de la Partition, les ressources minérales étaient encore peu prospectées dans les territoires qui formèrent le Pakistan. Dans ce secteur également, l'Inde eut l'avantage. Le Pakistan n'a conservé que des gisements de charbon — insuffisants et dispersés — de fer de mauvaise qualité, de soufre en dépôts dispersés et de teneur faible, de gypse, de sel gemme, d'argile et de calcaire, tandis que les gisements de bauxite, de manganèse, de mica sont allés à l'Inde, ainsi que certains minerais dits stratégiques.

Sur le plan commercial, les produits pakistanaise se heurtèrent tout de suite sur les marchés étrangers aux produits indiens.

Enfin, la Partition a atteint profondément, par les migrations qu'elle a engendrées, les cadres et la direction des entreprises restées au Pakistan. La plupart des réfugiés

qui ont quitté le Pakistan étaient des commerçants et des industriels, des membres des professions libérales et des gens occupés dans les activités de service. Par exemple, dans le Penjab occidental qui passa au Pakistan, les non-Musulmans détenaient les 80 % des entreprises industrielles, les 95 % des dépôts bancaires; 92 % des primes d'assurances étaient payées par eux. La plupart des ingénieurs étaient des non-Musulmans. Le Pakistan s'est donc soudainement trouvé manquer de banques, de commerces en activité et d'usines en état de fonctionner.

Ce pays, coupé en deux, né sous-développé, a ainsi commencé son chemin avec une économie dans l'impossibilité de vivre normalement et de développer les possibilités laissées par la colonisation anglaise, avec une population aux quatre cinquièmes analphabète, répartie très inégalement entre les deux provinces constituant le pays.

II

La République islamique du Pakistan couvre une superficie de 364.500 miles² environ (1 mile² = 2,6 km²) et compte une population estimée aujourd'hui à 114 millions d'âmes (93,7 millions selon le recensement officiel de 1961).

Le Pakistan est constitué par deux groupes de territoires séparés par l'Union indienne; le Sind, le Béloutchistan, le Penjab occidental, les anciens Etats de Bahawalpur et de Khairpour, la province-frontière du Nord-Ouest, amalgame de districts gouvernementaux, de territoires princiers, de terres tribales dont la population est de race guerrière: ce sont les fameux Pathans; ainsi que les Etats du Nord (Chitral, Dir, Swat, Gilgit) qui ensemble constituent, à l'ouest, le Pakistan occidental; le Bengale oriental et la région de Sylhet qui forment ensemble, à l'est, le Pakistan oriental.

Le Pakistan oriental et le Pakistan occidental constituent chacun l'une des deux provinces du Pakistan et jouissent d'une large autonomie. Chacune d'elles est administrée par un gouverneur qui relève directement du chef de l'Etat; leur structure politique est à peu de chose près calquée sur l'organisation de l'Etat.

Le Pakistan connaît trois saisons: l'hiver, l'été et la saison des pluies ou mousson.

Environ 90 % des habitants sont de religion musulmane. Il existe en outre diverses minorités religieuses: hindoue, chrétienne, bouddhique et parsie. La population du Pakistan est de race composite, mais en majorité aryenne avec un mélange de sang sémitique et mongolique. Les deux langues les plus répandues sont l'urdu à l'ouest et le bengali à l'est. L'anglais est la langue véhiculaire; elle prévaut dans les milieux gouvernementaux, de l'administration et des affaires.

Membre du Commonwealth britannique, le Pakistan est une démocratie à régime présidentiel dont la Constitution actuelle, promulguée en mars 1962, est entrée en vigueur le 8 juin suivant et prévoit la séparation des pouvoirs. Le pouvoir législatif est assumé par une seule chambre: l'Assemblée nationale qui tient ses sessions alternativement à Rawalpindi et à Dacca et compte au total 156 membres (75 députés par province + 6 membres féminins) élus au suffrage indirect. L'exécutif est exercé par le Conseil des ministres que préside le chef de l'Etat qui par conséquent assume

conjointement les fonctions de Premier ministre. Président du Pakistan, le maréchal Mohammed Ayub Khan a été réélu chef de l'Etat le 2 janvier 1965 pour une nouvelle législature de cinq ans. La Cour suprême détient le pouvoir judiciaire.

Plus grand producteur du monde de jute, le Pakistan cultive également du thé, des céréales, du riz, de la soie, du coton, des graines oléagineuses et des fruits exotiques. Il possède de grandes régions d'élevage. Il fournit un important contingent de cuirs et de peaux. A l'exception de nappes de gaz naturel considérables et de charbon, les ressources du sous-sol sont peu importantes. La prospection pétrolière n'a pas encore donné de résultats positifs. L'industrialisation du pays est en cours et son développement est régi par le Commissariat au Plan.

Au passé historique et archéologique captivant, le Pakistan comporte aussi plusieurs sites touristiques en voie d'aménagement qui sont dignes d'intérêt.

Couvrant une superficie d'environ 310.300 miles², la province occidentale a une population qui atteint, en chiffre rond, 52 millions d'habitants (densité : 168 au mile²).

Ayant une frontière commune avec la Chine au nord, avec l'Inde à l'est, limité au sud par la mer d'Oman, le Pakistan occidental a à l'ouest l'Afghanistan et l'Iran comme voisins. Montagneux au nord jusqu'aux contreforts du Karakorum (dont le sommet le plus élevé — le K2 — atteint 28.500 pieds) à l'aile gauche de la chaîne de l'Himalaya, ainsi qu'à l'ouest le long de la frontière afghane, sa partie la plus fertile est constituée par la vallée de l'Indus, vaste plaine d'alluvions arrosée non seulement par l'Indus qui prend sa source au Tibet et pénètre au Pakistan près de Skardu après avoir traversé une partie du Cachemire, mais également par quatre affluents de ce fleuve, en partant de l'est : le Sutlej qui reçoit peu avant de rejoindre l'Indus la contribution du Ravi qui passe à Lahore, le Chenab, et le Jhelum qui prend naissance dans la plaine de Srinagar et à son arrivée en territoire national pakistanais alimente le Mangla Dam, le plus grand barrage du monde du point de vue de l'accumulation des matériaux, mis en eau en septembre 1965. Toute cette région a précisément été dénommée le Penjab, ou pays des cinq fleuves. Bien arrosé et fertile, le Penjab est le grenier du Pakistan occidental. Plus au sud, l'Indus traversait autrefois une plaine désertique, le Sind, alors composée de sables vitrifiés, qui, aujourd'hui, est en grande partie irriguée grâce à un système de barrages et constitue l'heureux prolongement du Penjab. Enfin, l'Indus traverse le désert de Thur avant de se jeter dans la mer d'Oman, à l'est de Karachi. Le Béloutchistan, qui s'appuie à partir de la mer d'Arabie à la frontière iranienne, n'est en revanche rien que du sable et est entièrement dépendant du reste de la province pour la nourriture de sa population nomade, experte en chevaux et vivant du commerce des plantes médicinales.

La Province occidentale est un pays de céréales, surtout de blé, et de coton. Au nord, on cultive diverses sortes d'arbres fruitiers et dans la région d'Hyderabad et de Lahore des bananes et des mangues. C'est dans les environs de Sui, au nord de Sukkur, que se trouvent les grandes nappes de gaz naturel que l'on a déjà amené par pipelines dans le sud comme dans le nord de la province. C'est au sud de l'axe Rawalpindi-Peshawar qu'a lieu la prospection pétrolière.

Proprement continental dans les régions montagneuses avec d'importantes chutes de neige en hiver, le climat est subtropical en plaine et humide dans la région de Karachi. Si la saison des pluies (juillet-septembre) est très marquée dans le nord, les précipitations sont faibles dans le reste de la province.

Si elle ne s'étend que sur à peu près 53.920 miles², la Province orientale a en revanche une population de 62 millions d'habitants, ce qui en fait une des parties du monde où la densité en est la plus élevée (approximativement 1150 habitants par mile²).

Le territoire du Pakistan oriental est enserré dans l'Union indienne; le delta du Gange et du Brahmapoutre en constitue une grande partie. A l'extrémité sud-est, il touche à la Birmanie et au sud au golfe du Bengale. Son relief se caractérise par des plaines fertiles au nord et au centre qui, progressivement, se transforment en marécages plus au sud (bouches du Gange), en forêts tropicales et en jungle (sunderbans).

L'hiver y est doux, l'été particulièrement humide. La mousson a lieu de juillet à septembre (précipitations jusqu'à 2500 mm).

C'est au Pakistan oriental que l'on trouve le jute, le thé et le riz, les fruits exotiques (bananes, ananas).

Les voies de communication sont principalement constituées par les rivières et canaux (au total 8000 km. de voies intérieures navigables) alors que le réseau ferroviaire ne dépasse guère 3000 km. Les Pakistan International Airlines ont développé un intense réseau aérien (avions et hélicoptères) qui en constitue le complément indispensable.

III

Mon propos n'est pas d'aborder les problèmes de politique étrangère du Pakistan, cela m'entraînerait trop loin. Mais avant de passer en revue, dans les grandes lignes, la situation économique de mon pays de résidence, je tiens pour nécessaire de rappeler que l'objectif essentiel du président Ayub Khan est, en politique extérieure et depuis son accession au pouvoir, d'entretenir de bonnes relations avec un maximum d'Etats de manière à concentrer toutes les ressources du pays à son développement économique.

Comme on le sait, car d'autres personnes beaucoup plus compétentes que moi l'ont maintes fois déclaré, les trois problèmes majeurs de notre temps sont ceux de la paix, de la faim et de la surpopulation. Ces trois problèmes sont intimement liés. La paix risque d'être menacée par la faim qui peut diviser dangereusement le monde entre les populations privilégiées et celles qui souffrent de malnutrition. De ces trois problèmes, c'est toutefois celui de la surpopulation qui domine les deux autres. La croissance économique tend à faire les riches toujours plus riches, mais la croissance démographique tend à faire les pauvres toujours plus pauvres.

Ayant atteint 93 millions d'habitants selon le recensement officiel de 1961, le chiffre de la population pakistanaise est aujourd'hui d'environ 114 millions, ce qui en fait le plus grand pays islamique. Selon les estimations de la Banque mondiale, il passera à 131 millions en 1970 et atteindra 161,5 millions en 1980. Cela représente

un accroissement pratique de près de 3,7% par an. Le contrôle des naissances, qui en est à son état embryonnaire et pose d'innombrables problèmes à ceux qui ont la tâche de le faire admettre, puis appliquer, parviendra-t-il à endiguer la progression démographique? Nul ne saurait le prédire. Du reste, les spécialistes prétendent qu'une politique réduite à la simple restriction des naissances ne peut actuellement apporter de solution aux problèmes du sous-développement, en raison de la vitesse acquise par la poussée démographique. La limitation des naissances n'a de chance d'apparaître qu'après une transformation des conditions économiques et sociales et un accroissement sensible du niveau de vie.

D'autre part, les principaux caractères constitutifs du sous-développement sont manifestement présents au Pakistan; j'en cite quelques-uns:

- l'insuffisance alimentaire: qui apparaît au-dessous de la limite de 2500 calories (au Pakistan, elle est de 2000 à 2500 calories);
- la faiblesse de l'agriculture: elle absorbe à peu près les 70 % de la population active;
- la faiblesse du revenu national moyen et du niveau de vie (tandis que le seuil du revenu national est situé au-dessus de 400 dollars dans un pays industrialisé, celui du Pakistan est aujourd'hui de 78 dollars environ);
- la faiblesse de l'industrialisation (on admet que dans les pays industrialisés on utilise par an et par habitant plus de 100 kg. d'acier; au Pakistan, la consommation ne dépasserait pas 5 kg.);
- la faiblesse de la consommation d'énergie mécanique;
- la dépendance économique des pays industrialisés, qui se traduit par une balance commerciale déficitaire permanente;
- l'inconvénient de l'orientation des exportations sur un nombre très restreint de produits (le jute brut et manufacturé représente avec le coton les deux tiers des exportations pakistanaïses), système qui se ressent d'autant plus durement des récoltes insuffisantes et entraîne un fonctionnement très heurté de l'économie qui se trouve en instabilité constante;
- la subordination de plusieurs aspects de la vie économique à des forces et à des décisions qui lui sont extérieures, conséquence inévitable et directe de la place fondamentale que les capitaux étrangers tiennent dans l'économie nationale;
- la faiblesse numérique de la classe moyenne;
- l'importance du sous-emploi;
- l'état de structures sociales arriérées, archaïques, qui ont pour conséquence de donner aux catégories sociales dirigeantes ou privilégiées une position extraordinairement forte, en tout cas disproportionnée par rapport aux constatations auxquelles on est amené dans un pays industrialisé;
- la faiblesse du niveau d'instruction; on estime généralement à 85 % la population illettrée, mais il est vrai aussi que dans sa nouvelle Constitution de 1962, le Pakistan a rendu l'instruction primaire obligatoire;
- l'inconvénient d'une poussée démographique dont j'ai déjà parlé;

— un état sanitaire précaire dans son ensemble, dû avant tout à des conditions de climat difficiles.

D'autres facteurs non moins négligeables et propres, cette fois-ci au Pakistan, influencent très fortement l'évolution de son économie: c'est d'abord la distance qui sépare les deux provinces pakistanaïses — environ 2000 km., je l'ai déjà dit — rendant leur cohésion extrêmement ardue, toute action du gouvernement central difficile et la disparité économique de ces deux parties du pays à laquelle s'ajoutent des problèmes de transport, extrêmement onéreux si l'on donne la préférence aux communications aériennes bien que celles-ci soient parfaitement organisées par les Pakistan International Airlines, institution modèle, fort lent si l'on a recours à la voie maritime puisqu'il faut six jours de bateau pour, de Karachi, atteindre le port de Chittagong. C'est ensuite — mais il s'agit en l'occurrence d'un facteur qui n'est valable que pour le Pakistan occidental — le problème des eaux. Il existe bien entre l'Inde et le Pakistan un accord sur la répartition des eaux, signé en 1960, qui assure aux deux voisins une répartition raisonnable des eaux des fleuves et rivières qui tous ont leur source au Cachemire sous contrôle indien. C'est en avoir dit déjà assez pour comprendre la position d'infériorité dans laquelle se trouve le Pakistan, à la merci du bon vouloir de l'Inde. On sait — c'est devenu un lieu commun — que les traités et accords ne valent qu'en raison de la détermination des signataires de les appliquer. Tributaire par conséquent du Cachemire pour leur approvisionnement en eau, c'est-à-dire des dirigeants indiens, les Pakistanais sont donc en quelque sorte à la merci de ces derniers. Certes, l'institution gouvernementale bien connue sous le nom de West Pakistan Water and Power Development Authority (Institution pour le développement de la force hydro-électrique dont le siège est à Lahore et qui, à Dacca, a une organisation identique mais indépendante qui s'occupe des problèmes concernant le Pakistan oriental), certes donc WPWAPDA a depuis sa création mis les bouchées doubles. Aujourd'hui, le Pakistan a pour ainsi dire épuisé les possibilités de construction de nouveaux barrages. Ceux qui pourraient l'être encore ne le peuvent sans risque pour le gouvernement d'Islamabad, car ils devraient être édifiés en territoire contesté. Le survol du Cachemire permet seul d'apprécier dans toute son acuité le sérieux de cette situation hydraulique qui se double, dans les plaines du Penjab et du Sind, d'un degré de salinité des terres très aigu. En effet, la salinité progresserait à raison de 100.000 ha. par an si des mesures radicales, mais particulièrement onéreuses, n'avaient pas été prises à cet égard. Mais il ne suffit pas de mettre un frein à ce phénomène; il importe aussi de gagner de nouvelles terres fertiles. C'est donc une lutte quotidienne qui s'est engagée et qui produit petit à petit ses effets. La pluie fait le reste, mais l'intensité de la mousson varie d'une année à l'autre de sorte qu'il est toujours extrêmement difficile de prévoir, en qualité et en quantité, le résultat des récoltes.

Le Pakistan oriental offre une image entièrement inverse: il est nécessaire de s'y protéger contre l'eau, ses méfaits et ses caprices, génératrice hélas de tant de sinistres, qui empêchent la majeure partie de ses habitants d'être sûrs du lendemain, mais qui donne à la terre une fertilité peu commune... quand tout va bien.

La position du gouvernement central est par conséquent difficile puisqu'il lui incombe de maintenir entre les deux parties si dissemblables du Pakistan une certaine balance économique qui, faute d'être atteinte, a souvent donné lieu à des réactions en politique intérieure et a même conduit les Bengalis, conscients de la valeur économique du Pakistan oriental, en particulier grâce à la production du jute — la plus grande source de devises étrangères du pays, largement utilisées au profit de la province occidentale en vue de l'équiper industriellement — à s'estimer frustrés de leur principale richesse. Les derniers budgets pakistanais, spécialement celui de l'année en cours (1966-67), apportent un sérieux correctif à la situation de naguère en faisant une part plus large aux besoins de la province orientale.

C'est donc dire que le Pakistan mérite d'être visité dans sa totalité, à l'est et à l'ouest, si l'on veut assimiler ses caractéristiques, les comprendre et en tirer les enseignements voulus (en disant cela, je pense précisément à tous mes compatriotes qui désirent entrer en relations d'affaires avec le Pakistan ou améliorer celles qu'ils ont déjà entamées).

Pays exclusivement agricole autrefois, le Pakistan retire depuis quelques années encore les 48 % de son revenu national de l'agriculture. L'agriculture est surtout vivrière — culture du riz au Pakistan oriental et du blé au Pakistan occidental comme nous l'avons déjà vu — mais elle constitue aussi la principale source des exportations du pays, grâce au jute, au coton, à la laine, aux cuirs et peaux et au thé. Le commerce lui en procure 32 %, l'industrie 16 % et le reste 4 %. La population active qui représente approximativement un tiers de la population totale comprend 75 % d'ouvriers agricoles. Le reste, soit les 25 %, couvre toutes les autres branches d'activité rémunérées. Cette situation illustre ce que j'ai relevé il y a quelques instants à propos de l'importance du sous-emploi, en commentant quelques-unes des caractéristiques des pays en voie de développement.

Toutefois, en dépit d'une situation très défavorable au départ, d'une population à la langue, à la mentalité, aux préoccupations et aux objectifs différents, mais unie par des liens religieux identiques, redoutant les visées expansionnistes de ses voisins immédiats, réunie sous le même drapeau et soumise au même ordre constitutionnel, le Pakistan dont l'histoire économique constitue une chronique des efforts accomplis sans relâche par un pays pauvre en vue d'émerger d'un état de stagnation économique apparemment endémique, est déjà parvenu à triompher de certaines difficultés et s'apprête à en vaincre d'autres.

Le processus de développement économique du Pakistan a commencé dès l'indépendance, il y a donc dix-neuf ans. Cependant, les premiers efforts de planification économique ont plutôt pris la forme de mesures d'endigement. Un pas en avant fut accompli en 1950 grâce à la mise sur pied par les ministres des Finances des pays du Commonwealth du Plan de Colombo pour le développement économique de l'Asie du Sud et du Sud-Est. Ce plan prévoyait l'élaboration d'un programme économique national pour le Pakistan aussi, d'une durée de six ans, devant donner au pays une infrastructure économique. Malheureusement, ce plan de six ans fut précédé d'une étude trop hâtive; il comportait de nombreuses lacunes. Aussi fut-il rapidement rem-

placé par un plan prioritaire de deux ans concernant les ports, les navires, les centrales thermiques, les fabriques de ciment et les usines textiles. Une fois de plus, les circonstances ne permirent pas son exécution intégrale et la guerre de Corée entraîna une forte diminution des recettes d'exportation du Pakistan et nécessita une compression radicale des importations.

En juillet 1953, le Gouvernement pakistanais institua une commission de planification qui rendit public le Premier Plan quinquennal pakistanais en décembre 1957, lequel prenait en charge les réalisations obtenues à partir de 1955.

Ce premier plan, se rapportant aux années 1955 à 1960, et qui fit ressortir une juxtaposition de succès et d'insuccès, a néanmoins réussi à établir les assises sociales et économiques d'une expansion future.

Le Deuxième Plan quinquennal, couvrant les années 1961 à 1965, avait pour but d'accélérer le processus d'expansion économique déclenché par le Premier Plan. Le problème fondamental consistait à déterminer comment, dans des conditions rigoureusement limitatives, trouver le moyen de soulager le peuple de la charge écrasante de l'indigence, la considération impérative étant que le taux d'expansion économique devait dépasser le taux d'accroissement démographique. Contrastant avec son prédécesseur, le Deuxième Plan a atteint et, dans quelques secteurs, même dépassé les objectifs fixés. Le revenu national a, par exemple, augmenté d'un peu plus de 30 %, alors que l'on comptait atteindre 24 %. Le taux d'accroissement de l'agriculture et de l'industrie dépassèrent également un peu les prévisions: il fut de 3,4 % pour l'agriculture et de 10 % pour l'industrie, contre 1,3 % et 7,4 % au cours du Premier Plan. Le total des dépenses de développement du Deuxième Plan fut fixé à 23 milliards de roupies: près de 15 milliards au secteur public et un peu plus de 8 milliards au secteur privé. En définitive, les dépenses de développement ont atteint 27,5 milliards, dont 48 % sont allés au secteur privé et 52 % au secteur public. Mais grâce à un mouvement des exportations plus élevé que celui qu'on attendait, conséquence d'un temps favorable qui provoqua de meilleures récoltes, le Trésor pakistanais fut en mesure de contribuer pour plus de 5 milliards aux dépenses en devises. L'aide étrangère n'a été mise à contribution qu'à concurrence de 8,7 milliards de roupies, ce qui représente les 32 % des dépenses totales du développement pour la période 1960 à 1965. Les experts de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement — la BIRD, mieux connue sous le nom de Banque mondiale — enquêtent chaque année sur place afin de se rendre compte des progrès accomplis par l'économie pakistanaise. A l'égard du Second Plan, ils ont conclu, au printemps 1965, que les résultats obtenus constituaient un succès. « L'état de pauvreté du pays demeure, mais il tombe sous le sens que le niveau de vie ne saurait s'améliorer très perceptiblement même en dix ans. Toutefois, l'économie pakistanaise a commencé à montrer des signes de dynamisme; l'avenir économique du pays ne s'était jamais encore présenté sous un jour aussi prometteur depuis la Partition de 1947 ». Il s'agit là d'un avis autorisé.

Certes, les objectifs du Deuxième Plan furent modestes par rapport à l'ampleur de ceux qui restent à atteindre, mais comme on dit communément, « Rome n'a pas

été bâtie en un jour. » L'aide étrangère est une nécessité pour le Pakistan; la forme qu'elle revêt est vitale. Il importe cependant d'en atténuer progressivement le besoin en ouvrant aux exportations pakistanaises de nouveaux débouchés. C'est du reste une préoccupation constante des autorités pakistanaises qui s'efforcent également de réclamer de nouveaux articles aux secteurs d'exportation.

Au moment de la publication en juin 1965, du Troisième Plan quinquennal, l'optimisme était donc à l'ordre du jour au Pakistan. Ce nouveau programme couvrant les années 1966 à 1970, qualifié à juste titre d'audacieux, doit avoir une action déterminante sur l'économie pakistanaise. Il doit promouvoir le secteur industriel et, en particulier, permettre la création d'une industrie lourde. De ce fait et une fois l'objectif atteint, la dépendance du Pakistan de l'étranger sera moindre. Devisées à 43,5 milliards de roupies (28,5 milliards au secteur public et 15 milliards au secteur privé), les dépenses de développement comportent une réduction des fonds en devises qui ne dépasseront pas, selon les estimations, les 30 % de l'ensemble. Pour le dernier Plan, elles avaient été estimées à 37 %, ainsi que je l'ai souligné plus haut, mais purent être ramenées à 32 %. De son côté, la décision de la réunion préliminaire des pays membres du Consortium international d'aide financière au Pakistan (qui groupe neuf pays: Belgique, Canada, France, République fédérale d'Allemagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni, Etats-Unis d'Amérique, ainsi que la BIRD et l'Association internationale pour le développement (AID), laissait prévoir que le Pakistan obtiendrait sans difficulté les 500 millions de dollars de devises nécessaires à l'exécution de la première étape annuelle de son Troisième Plan. En raison toutefois de l'état de tension croissante entre Islamabad et New Delhi, Washington annonça au cours du mois de juillet que la séance finale du Consortium devant décider de l'octroi d'une aide au Pakistan était reportée au 27 septembre, le Congrès ayant encore à connaître préalablement d'un programme d'aide à l'étranger. On sait ce qu'il en advint. Par suite des hostilités qui — on s'en souvient — mirent aux prises Indiens et Pakistanais à partir du 6 septembre 1965, le Consortium ne tint pas, en 1965, sa séance finale. Les dirigeants pakistanais se virent donc privés des 500 millions de dollars sur lesquels ils comptaient. Malgré la décision de la Maison-Blanche de ne pas octroyer d'aide au Pakistan — et à l'Inde — le gouvernement pakistanais réussit cependant, grâce à la reconduction d'arrangements sur une base bilatérale avec d'autres pays membres du Consortium, à se procurer 247 millions de dollars auxquels vinrent s'ajouter 92 millions supplémentaires obtenus de pays non membres de ce club. Cela fait donc au total 339 millions de dollars.

Cette situation inattendue a inévitablement amené les responsables du Commissariat au Plan à revoir leur programme et leur horaire pour les mettre en harmonie avec les circonstances du moment. Ils ont procédé à cette révision sur-le-champ, fortement appuyés d'ailleurs par l'opinion publique. Pour ne pas être suspecté du moindre parti pris, je voudrais à nouveau laisser la parole à la délégation d'experts de la Banque mondiale dont la mission itinérante au Pakistan au début de ce printemps, déclara: « En dépit du conflit de septembre 1965, la situation économique pakistanaise

est sans précédent dans les annales de ce pays, favorisée aussi par des récoltes plus abondantes que prévues et par des exportations dépassant les prévisions les plus optimistes (environ 12 % contre 6 % lors des évaluations) sans que les importations — ce qui est évidemment essentiel — aient suivi la même courbe ascendante. Au contraire, ces dernières ont été réduites d'à peu près 20 % et comme en définitive les exportations ont rapporté 14 % de plus au Trésor, celui-ci a augmenté ses réserves en devises d'environ 230 millions à la fin de l'année fiscale 1965-66 (30 juin). D'autre part et pour la première fois — l'importance de cet élément ne saurait échapper à personne — la progression de l'agriculture a dépassé la poussée démographique. C'est là un facteur à long terme susceptible d'avoir d'énormes répercussions sur l'évolution économique de mon pays de résidence. Ainsi donc, m'ont encore dit les experts de la World Bank, l'économie pakistanaise peut parfaitement atteindre en 1970 les objectifs fixés par le Troisième Plan, qui demeure en conséquence entièrement valable et exécutable sous réserve du rajustement de son horaire et de ses différentes phases. Cela est aisé grâce à son programme annuel de développement, élaboré chaque année à l'issue d'une évaluation, fondée sur des données concrètes, des résultats acquis dans le domaine économique et des ressources sur lesquelles il est permis de compter. Dans une économie comme celle du Pakistan, où les facteurs exogènes jouent un si grand rôle, il est évidemment indispensable de réserver toute souplesse voulue à la planification.

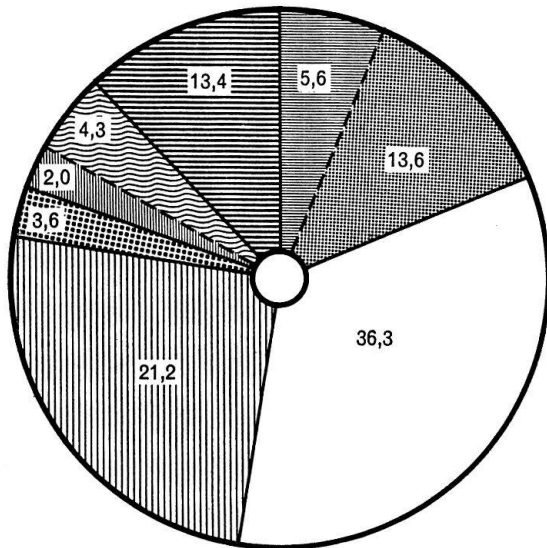
Une certaine opinion extra-pakistanaise a, en maintes occasions, tenté d'accréditer le fait que les dix-sept jours d'hostilité armée indo-pakistanaise avaient été un désastre national pour l'économie du Pakistan et lui avaient porté un coup aussi rude que brutal. La preuve est ainsi faite qu'il n'en a rien été. En revanche, c'est la suspension au cours de l'année fiscale 1965-66 de l'aide du Consortium qui a entravé l'évolution économique pakistanaise dans une mesure où, on vient de le voir, il n'y paraît plus guère.

Le Gouvernement pakistanaise a d'ailleurs tiré les enseignements de cette expérience et s'emploie de son mieux à diversifier aussi ses sources étrangères de financement pour ne plus dépendre d'un seul bloc. L'administration Johnson ayant décidé, il y a peu, de reprendre l'aide financière au Pakistan — et à l'Inde — « du moment que les deux pays concentrent à nouveau leurs efforts sur le développement de leur économie qui paraît pleine de promesses », le Commissariat pakistanaise au Plan espère obtenir du Consortium environ 580 millions de dollars d'aide, soit 60 millions de plus que l'année précédente du fait de la carence de l'an dernier. Une première réunion des pays membres a accepté, au début de juillet à Washington, d'intervenir jusqu'à une concurrence de 530 millions; toutefois, la décision définitive n'est pas encore connue, mais ne saurait sans doute tarder.

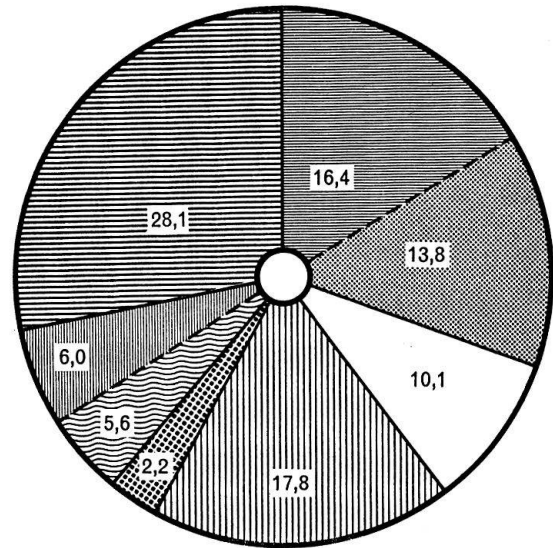
Des 580 millions sollicités, Islamabad compte affecter 300 millions à des projets et 280 millions à des biens de consommation (Commodity aid) ce dernier montant étant nécessaire pour parvenir petit à petit à la libération des importations que souhaite la Banque mondiale et dont la nouvelle politique d'importation publiée dans le courant du mois de juillet dernier tient déjà compte.

Importations et exportations du Pakistan en 1965/1966

IMPORTATIONS
1965/1966 [juillet-mars] (en %) (graphique 1)



EXPORTATIONS
1965/1966 [juillet-mars] (en %) (graphique 2)



En mio de Rs.	En %		En mio de Rs.	En %
180,9	5,6	Commonwealth (— UK)	336,2	16,4
445,5	13,6	United Kingdom (Royaume-Uni)	284,7	13,8
1 184,7	36,3	USA	208,0	10,1
693,6	21,2	Marché commun	366,1	17,8
118,9 [47,7]	3,6 [1,4]	AELE (—UK) [Suisse]	45,3 [4,4]	2,2 [0,2]
64,5	2,0	Chine	122,9	6,0
139,0	4,3	Pays communistes (— Chine)	116,7	5,6
445,3	13,4	Autres pays	578,4	28,1
3 272,4	100,0	Total	2 058,3	100,0

Du point de vue de son commerce extérieur, les graphiques 1 et 2 (ci-contre) nous montrent les sources d'approvisionnement du Pakistan, et par groupe de pays aussi les destinations générales que prennent ses produits d'exportation.

A considérer les importations du Pakistan au cours des années 1964-1966, on peut, à mon avis, faire les constatations suivantes: les USA sont et demeurent le plus gros fournisseur du Pakistan; ils le sont du reste depuis longtemps (avec un fléchissement en 1965-66 par rapport à l'année précédente) puisqu'ils sont le plus gros bailleur de fonds dans le cadre du Consortium international d'aide financière au Pakistan et en dehors de celui-ci. Les statistiques ne reflètent pas encore la suspension de l'aide américaine de juillet 1965 à juin dernier; c'est logique du moment que la décision de Washington ne pouvait avoir d'effet sur les commandes en cours de livraison. Ensuite viennent l'ensemble des pays du Commonwealth britannique, bien que ceux-ci se soient légèrement laissés devancer par les pays du Marché commun pendant les neuf premiers mois de l'année fiscale 1965-66, c'est-à-dire de juillet 1965 à mars 1966. On notera donc que c'est en Occident que le Pakistan effectue la plus grande partie de ses achats. Les fournitures en provenance des pays communistes sont supérieures à celles des membres de l'AELE — approximativement le double — mais elles ne représentent toutefois pas davantage que 4,9 % en 1964-65 et 6,3 % en 1965-66, la Chine à elle seule ne faisant que les 1,8 % à 2 %.

Si nous passons maintenant aux exportations pakistanaïses durant les mêmes années (1964-1966), nous constatons que les plus grands clients du Pakistan sont évidemment les pays du Commonwealth, le Royaume-Uni y compris. Les pays du Marché commun y tiennent aussi une place qui est devenue plus importante à partir de juillet 1965. Les ventes pakistanaïses aux pays communistes dans leur ensemble équilibrent les achats du Pakistan à ce groupe d'Etats. Les pays de l'AELE viennent aux derniers rangs. Les commandes passées en Chine sont légèrement en hausse en 1965-66.

TABLEAU 1

Commerce extérieur du Pakistan
(en millions de roupies)

(Juillet à juin)	Importations	Exportations	Balance
1960-1961	3187	1799	—1388
1961-1962	3109	1843	—1265
1962-1963	3818	2247	—1571
1963-1964	4430	2299	—2131
1964-1965	5374	2420	—2954
1965-1966	4210	2730	—1480

Le désir du Gouvernement pakistanais de diversifier autant que possible — et en tout cas dans une mesure plus grande que jusqu'ici — son commerce extérieur n'a pas encore eu de répercussions véritablement pratiques sur les statistiques de source pakistanaise que je viens de présenter. Cette diversification, comme celle relative à l'aide financière, est en fait voulue par la politique du régime qui ne veut plus être dépendant de tel ou tel groupe de fournisseurs.

Avant d'en terminer avec ce rapide tour d'horizon économique, un coup d'œil à la balance commerciale du Pakistan permet de constater que si le volume des importations n'a cessé d'augmenter (il a passé de 3,2 milliards de roupies à 4,2 milliards de roupies de 1960 à 1965), le pouvoir est parvenu à lui imposer un très net ralentissement à la suite de l'exercice 1964-65 au cours duquel les achats du Pakistan à l'étranger avaient atteint 5,4 milliards de roupies. Les exportations sont, elles aussi, en progression (elles ont passé de 1,8 milliard de roupies à 2,7 milliards de roupies entre 1960 et 1966), ce qui fait que la balance commerciale, régulièrement déficitaire, l'est cependant moins au terme de l'année fiscale 1965-66 (1,5 milliard de roupies), que ce ne fut le cas durant l'exercice 1964-65 (près de 3 milliards de roupies.) La comparaison des balances commerciales des deux provinces du Pakistan démontre que celle de la province occidentale a été régulièrement déficitaire au cours des douze dernières années, tandis que pendant la même période celle du Pakistan oriental a été active, ce qui confirme la dissemblance d'une part des besoins des deux parties du pays, de l'autre de leur potentiel économique.

Si dans le domaine économique le Pakistan continue sur sa lancée et que du point de vue politique, tant intérieur qu'extérieur, rien ne vienne la perturber, on a de bonnes raisons de garder à ce pays la confiance qu'il s'efforce de mériter.

TABLEAU 2

Echanges entre la Suisse et le Pakistan
(en millions de francs)

Exportations suisses vers le Pakistan			Importations suisses en provenance du Pakistan		
	1964	1965		1964	1965
Produits pharmaceutiques	15,4	8,5	Jute brut	1,3	1,4
Colorants	5,5	7,3	Tapis	1,3	1,3
Insecticides	0,7	18,2	Coton brut	0,8	1,0
Machines textiles	5,9	5,0	Plantes aromatiques	0,3	0,3
Montres	5,3	3,7	Autres articles	1,5	1,6
Appareils électriques	0,3	3,4			
Autres articles	14,6	15,8			
Total	47,7	61,9	Total	5,2	5,6

Pour passer à des données qui nous touchent de tout près, le tableau 2 donne l'état des échanges entre la Suisse et le Pakistan depuis la Partition, c'est-à-dire depuis 1947. A noter que pour les deux premières années, les chiffres se rapportent au Pakistan et à l'Inde.

Représentant 47,7 millions de francs en 1964, nos ventes au Pakistan ont passé à 61,9 millions de francs en 1965. Pour l'an dernier, elles ont principalement porté sur l'exportation de produits pharmaceutiques (8,5), d'insecticides (18,2), de machines textiles (5,0), de montres (3,7), d'appareils électriques (3,4), et d'autres articles (15,8).

En revanche, nos achats au Pakistan représentent un volume beaucoup plus modeste. Ils ont été de 5,2 millions de francs en 1964 et ont atteint 5,6 millions de francs en 1965. Nous importons principalement du jute brut (1,4), des tapis (1,3), du coton brut (1,0), des plantes aromatiques (0,3) et d'autres articles (1,6). A la longue, une telle situation ne saurait se prolonger.

IV

L'image que j'ai essayé, sans aucune prétention, de donner du Pakistan est forcément très incomplète ; j'en suis parfaitement conscient. Toutefois, il importe que j'examine maintenant la présence de la Suisse dans ce pays.

Au 30 juin dernier, la Communauté suisse au Pakistan comptait 201 immatriculés. La plupart de nos compatriotes résidant au Pakistan déploient leur activité dans le commerce, sont des techniciens ou des employés de Swissair. Cette communauté dont le gros se trouve à Karachi, est particulièrement jeune et oppose par conséquent un démenti au « vieillissement de nos colonies à l'étranger ». Quelques Suisses vivent à Lahore, les autres se trouvent au Pakistan oriental, à Chittagong et à Dacca.

Il n'existe pas pour le moment d'accord qui régisse les relations économiques entre la Suisse et le Pakistan. En revanche, une convention destinée à éviter la double imposition a été signée en 1959.

En outre, un accord a été signé à Berne le 22 juin 1964 entre le Pakistan et la Suisse aux termes duquel notre pays a offert un crédit de transfert couvrant un volume de livraison de 10 millions de dollars (l'équivalent de 43 millions de francs suisses) qui donne la possibilité au Pakistan d'acquiescer, à des conditions de paiement à long terme, des biens d'équipement suisses destinés à la réalisation de projets de développement. Ce crédit, affecté à la requête du Gouvernement pakistanais à l'édification de deux fabriques de machines-outils, l'une à Karachi, l'autre à Dacca, est en cours d'utilisation. Il est de plus en plus difficile de maintenir un rythme d'affaires avec les pays en voie de développement sans en même temps leur donner les moyens financiers propres à payer leurs achats. Le Pakistan est forcément du nombre. Ainsi, à la traditionnelle concurrence internationale des produits eux-mêmes s'ajoute celle des crédits qui, étant donné leur incidence politique, fausse le jeu de la libre concurrence des marchandises.

Pour progresser dans la voie du développement, le Pakistan a besoin d'être aidé. Pour nous Suisses qui nous réclamons du christianisme, nous avons une raison supplémentaire de nous y intéresser puisque notre comportement s'inspire de l'amour que nous portons à notre prochain. Aussi suis-je heureux de vous signaler qu'au nombre des projets de coopération technique qui ont été mis à l'étude dès le début de 1962, certains ont déjà commencé à porter leurs fruits. C'est tout d'abord celui que finance et dirige la Fondation suisse d'assistance à la coopération technique dont le siège est à Zurich, en vertu d'un accord signé le 4 octobre 1963 avec le Conseil pakistanais pour la recherche scientifique et industrielle. Le Centre de formation professionnelle pour mécaniciens de précision qui a ainsi vu le jour et aux dépenses duquel la Confédération participe pour la moitié, a ouvert ses portes dans les faubourgs de Karachi le 6 septembre 1965, et comprend un directeur et trois instructeurs suisses et vingt-quatre élèves pakistanais. Vingt-quatre nouveaux candidats seront admis au cours de ce mois et une nouvelle volée d'élèves pourra, en septembre 1967, se joindre aux deux premières. Ce centre instruira donc soixante-douze jeunes gens qui se destinent à la mécanique de précision. Vous apprécierez certainement le fait que ce soit à l'industrie privée que revienne le mérite du premier projet de coopération technique suisse qui a vu le jour au Pakistan.

Sur le plan privé également, l'industrie horlogère suisse a signé, en avril 1965, un accord avec le Gouvernement pakistanais pour l'installation d'un centre de formation professionnelle pour la réparation des montres qu'abritera l'Institut polytechnique de Karachi.

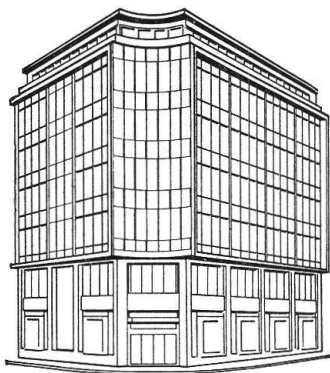
Mais le Service fédéral de la coopération technique n'est pas en reste. Depuis 1963, une fabrique procède, pour le compte du Gouvernement du Pakistan, à des tests pour la conservation à basse température de fruits et légumes pakistanais. D'autre part, une mission suisse explorative de deux experts agricoles a séjourné au Pakistan à fin 1962. Une nouvelle mission du même type est venue au Pakistan au printemps 1964. Toutes deux ont conduit à la proposition de l'édification d'un centre de formation professionnelle pour le ramassage du lait et d'un centre de fromagerie. Ce projet fait encore l'objet de négociation, de même qu'un accord cadre de coopération technique.

Enfin, dans le nord du Pakistan occidental, à Murree précisément, un expert en arboriculture mandé par la Coopération technique, instruit depuis fin février de cette année un groupe de jeunes agriculteurs pakistanais à la taille des arbres fruitiers pour en améliorer la qualité et le rendement. Une fois devenus instructeurs eux-mêmes, ceux-ci formeront d'autres volées.

En raison de la connaissance trop peu étendue du français et de l'allemand au Pakistan, notre Service de coopération technique a dû renoncer, à quelques rares exceptions près et dans certaines branches spécialisées, à offrir des bourses d'étude aux jeunes Pakistanais.

J'espère néanmoins que dans le cadre de notre action de coopération technique bilatérale, nous n'en resterons pas là, car le Pakistan a besoin et mérite d'être sérieusement épaulé dans ce domaine. Aussi, me paraîtrait-il particulièrement opportun

que la Suisse, qui a également dû résoudre certains problèmes dans nos vallées de montagne, mette à profit les expériences qu'elle a recueillies en faisant profiter de celles-ci les régions montagneuses du nord du Pakistan occidental — ce à quoi aucun pays dispensateur d'aide technique n'a encore pensé. Cette action qui engloberait la formation de charpentiers, puis de menuisiers et d'ébénistes, pour enfin aboutir à une véritable industrie du bois, serait particulièrement bienvenue et aurait le mérite d'élever petit à petit le niveau de vie d'une population dont l'existence est particulièrement rude et dont les caractéristiques ne sont pas tellement différentes de celles de nos montagnards.



1867 - 1967

100 ans au service
de l'économie vaudoise

**CAISSE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT
LAUSANNE**

Lucens Morges Renens St-Prex Vevey
18 agents régionaux dans le canton